***2025, Note #1***

Port-au-Prince, le 13 janvier 2025

Depuis le 31 mars 2024, le Parti Fusion des Sociaux-Démocrates Haïtiens (PFSDH/FUSION), avec d’autres acteurs politiques, avait écrit aux Chefs d’état et de gouvernement de la CARICOM, pour leur faire part de ses inquiétudes et préoccupations quant au succès de la formule de gouvernance retenue. Pour nous qui connaissions les protagonistes, il était clair qu’avec une présidence avec neuf (9) membres ayant des intérêts divergents et des parcours antagoniques, on ne pourrait en aucune façon obtenir les résultats escomptés dans le délai imparti. Dans ce message nous disions qu’avant que les gangs ne s’emparent du pouvoir, il fallait constater l’échec du Conseil Présidentiel de Transition (CPT), revenir à la solution prévue par la Constitution de 1987 non amendée et confier la direction de la transition à un juge de la Cour de cassation et à un premier ministre de consensus qui conduirait la politique de la nation avec un gouvernement d’union nationale.

Le PFSDH/FUSION croit que nous ne pouvons pas continuer à abdiquer notre souveraineté et que c’est une erreur de solliciter systématiquement l’aval de la CARICOM pour valider nos choix en matière de gouvernance. Il nous incombe, à nous haïtiennes et haïtiens responsables, de construire un consensus suffisant, en vue de sortir de cette instabilité chronique et de remettre nos institutions démocratiques sur les rails. La formule proposée ci-dessus a déjà fait ses preuves en deux occasions et a permis à chaque fois d’aboutir à des élections libres et transparentes.

A la fin de l’année la FUSION a lancé deux cris pour interpeller les différentes forces de la Nation sur la nécessité de dépasser le simple constat de la gestion non responsable de notre patrimoine collectif, d’accepter de faire notre mea culpa et de nous asseoir entre compatriotes dans le cadre d’un dialogue vrai et sincère organisé avec l’aide du secteur religieux et de l’Université, aux fins d’arriver à la signature d’un pacte de gouvernabilité objectif.

La FUSION met en garde celles et ceux qui seraient tentés d’absoudre les gangs criminels et leurs commanditaires, en vue de s’attirer leur bonne grâce ou de s’assurer de leur soutien lors des prochaines échéances électorales en leur offrant une place autour de la table de négociation. Le dialogue que nous prônons doit certes être inclusif, mais la place des criminels qui terrorisent la population est en prison et pas ailleurs. Nous ne pouvons pas construire la nouvelle Haïti sur la base de l’impunité en empêchant la justice de demander des comptes à ceux qui ont sur la conscience la mort de dizaines de milliers de nos compatriotes, le déplacement forcé des centaines de milliers d’autres, des viols, des vols, des incendies criminels, des destructions de biens publics et privés.

2025, année dite électorale, nous surprend encore, Haïtiennes et Haïtiens, dans un état d’hébétude, ceux qui nous dirigent croient que la gestion de la chose publique peut se faire comme dans un pays normal, alors que tous les indicateurs démontrent le contraire et indiquent que les structures du pays sont en train de s’effondrer. On ne peut plus perdre du temps. Le constat est patent, il faut prendre des décisions maintenant. Il faut tourner la page du CPT et entamer, entre patriotes haïtiens, des discussions sérieuses en vue de sélectionner le juge de la Cour de Cassation qui remplira la fonction de Président provisoire et de choisir une personnalité au-dessus de tout soupçon pour diriger efficacement les affaires l’État, rétablir la sécurité sur l’ensemble du territoire et créer les conditions pour l’organisations des élections générales.

Ayiti pa dwe peri, An nou chanje sa !!!

**Le Directoire**

2 sur 2